Version préliminaire

La population de Trois-Rivières à l'aube de la seconde industrialisation, 1901-1911: *L'expérience des écolières et des veuves*

Claude Bellavance et France Normand
CIEQ-UQTR

Conférence «L'étude des populations du passé: Nouveaux développements et regards interdisciplinaires», Montréal 1er juin 2010

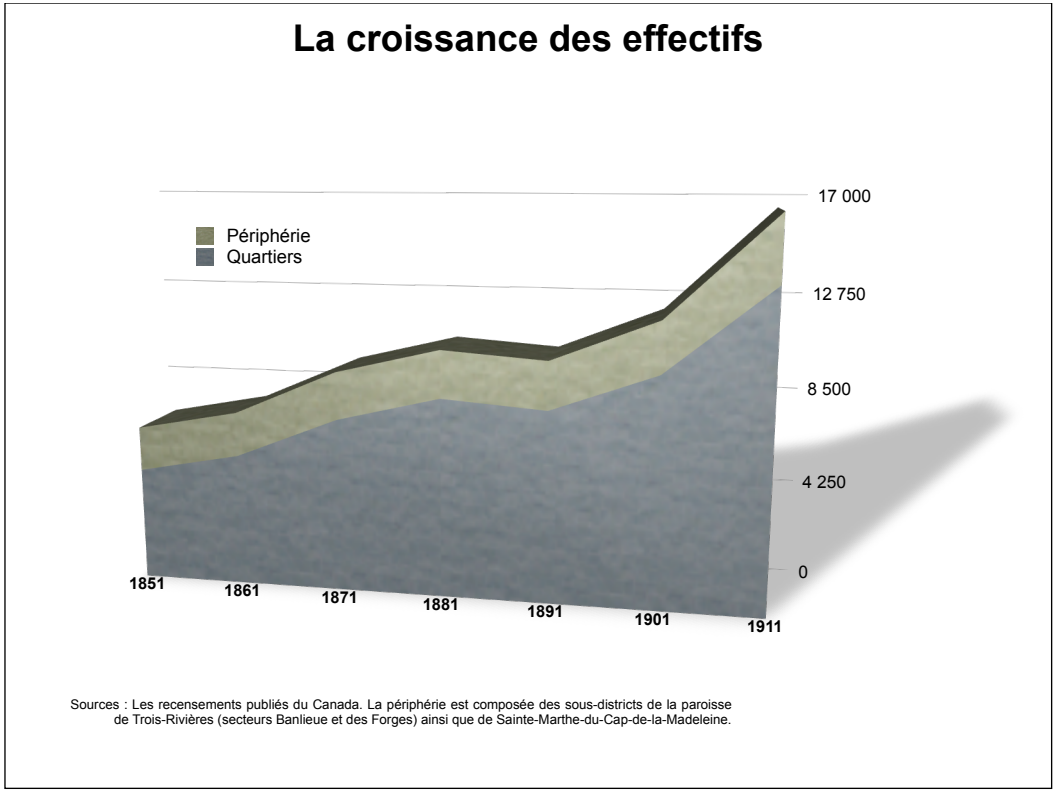
- Introduction
  - Cette communication a pour objectif de faire connaître un chantier de recherche que nous menons depuis 2 ans environ
    - Notre approche est globale: étudier une population dans son milieu en privilégiant la saisie intégrale et des traitements systématiques des individus qui ont habité la ville ainsi que la reconstitution de leurs habitats
    - Il y a quelques mois, nous avons terminé la saisie des recensements pour les années 1851 à 1911
      - Le nettoyage et une première série de codage ont été faits pour 1901 et 1911.
    - Cela nous permet de vous livrer aujourd'hui nos premiers constats
      - Comme nous ne nous sommes pas attachés à une question particulière, il s'agit d'un portrait largement descriptif
      - Mais nous avons essayé à quelques reprises de voir si nos résultats correspondaient à ceux obtenus pour d'autres villes à la même époque où plus tôt
      - Il est trop tôt cependant pour apporter des conclusions définitives
  - Le cas de T-R offre beaucoup d'intérêt selon nous
    - Ville coloniale ancienne (2e établissement français en Amérique du Nord) qui connaît une industrialisation massive au XXe siècle
    - La taille, disons raisonnable, de la ville nous donne la chance de pouvoir traiter systématiquement tous les individus et reconstituer une partie de leur réseau de relations
    - Or, nous savons tous que l'on connait mal les villes moyennes…
  - Notre angle de vue général dans ce projet:
    - Dégager les modèles dominants (*mainstream*)
    - Mais également être attentifs aux autres modèles et aux populations minoritaires

  - Plan de l'exposé:
    - D'abord quelques éléments de contexte sur T-R vers 1900…
      - Effectifs, population active, âge.
    - Puis présenter la situation des écolières et les veuves

Une période de transition

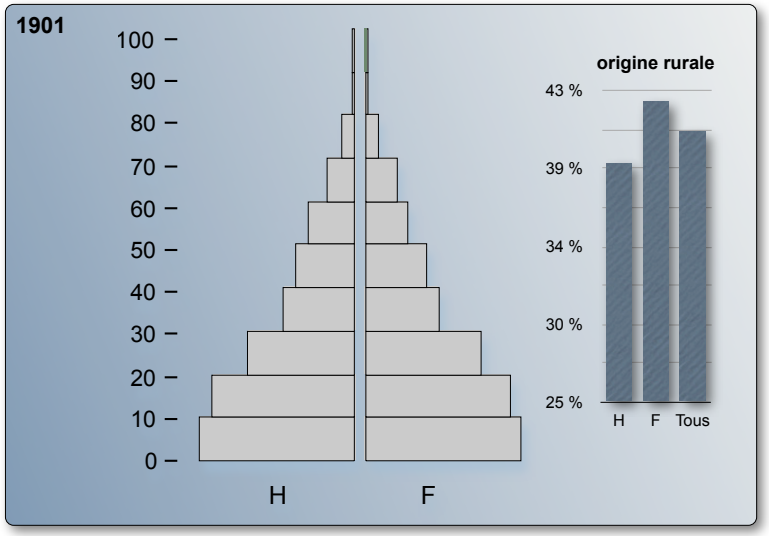
- Trois-Rivières, ancienne ville coloniale
- Première vague de l'industrialisation à Trois-Rivières
  - Première poussée industrielle vers 1850
  - Ouverture de l'arrière-pays à l'exploitation forestière à grande échelle
  - Ralentissement et stagnation après la crise des années 1870
  - Reprise durant la décennie 1890
    - Secteur de la transformation primaire du bois toujours moteur
    - Mais dynamisme croissant du secteur manufacturier (vêtement, notamment)
- Deuxième vague axée sur la grande industrie à compter de 1910
  - Arrivée d'une nouvelle génération d'entreprises (textile et pâtes et papiers, notamment)
- La décennie 1900 = une période d'effervescence et de transition
  - Forte croissance de la population
  - Une pression sur les infrastructures urbaines héritées du XIXe siècle
  - Le grand incendie de 1908

- Trois-Rivières est longtemps demeurée un simple poste de traite et un centre administratif. Au milieu du XIXe siècle, la ville connaît une première poussée industrielle, au moment où s'ouvre l'exploitation à grande échelle des ressources forestières de son arrière-pays.
  - Le commerce du bois est sans contredit le moteur de l'économie régionale lorsqu'éclate la grande crise de 1870 qui frappe durement et de manière durable le commerce international. Jusqu'à la toute fin du siècle, l'activité industrielle reste fragile. La ville traverse alors une période difficile et se replie sur ses fonctions urbaines traditionnelles.
  - À partir des années 1890 cependant, le contexte redevient nettement plus favorable au développement industriel et à la croissance urbaine. D'ambitieux projets sont imaginés par des promoteurs en relation avec les milieux d'affaires canadiens et américains.
    - On cherche principalement à s'accaparer et à mettre en valeur les richesses naturelles du Bouclier canadien, l'énergie hydraulique et la matière ligneuse tout particulièrement, de même qu'à tirer profit de l'abondante main-d'oeuvre disponible.
    - Plusieurs scieries sont installées à l'embouchure de la rivière St-Maurice, à distance de marche du cœur de la ville, donnant du travail à plusieurs centaines d'hommes.
    - Une entreprise moderne est érigée à la limite nord de la ville et vient renouveler l'ancienne filière sidérurgique mauricienne. À partir de 1907, la vocation industrielle de Trois-Rivières se confirme, avec l'implantation d'une nouvelle génération d'établissements dans le secteur du textile et du papier notamment.
- Profitant de l'abondance de l'emploi, la population de la ville augmente de façon remarquable durant le premier tiers du XXe siècle. On vient de partout pour y travailler, de la campagne environnante comme des pays étrangers.
- Une telle effervescence n'a pas été sans exercer de fortes pressions sur les vieilles infrastructures urbaines héritées du XIXe siècle.
  - Le grand incendie qui fait presque totalement disparaître le centre-ville en 1908 ne facilite certainement pas les choses.
  - Près du tiers du bâti est touché, et la reconstruction représente un défi considérable aussi bien sur le plan des ressources que sur celui de l'organisation.



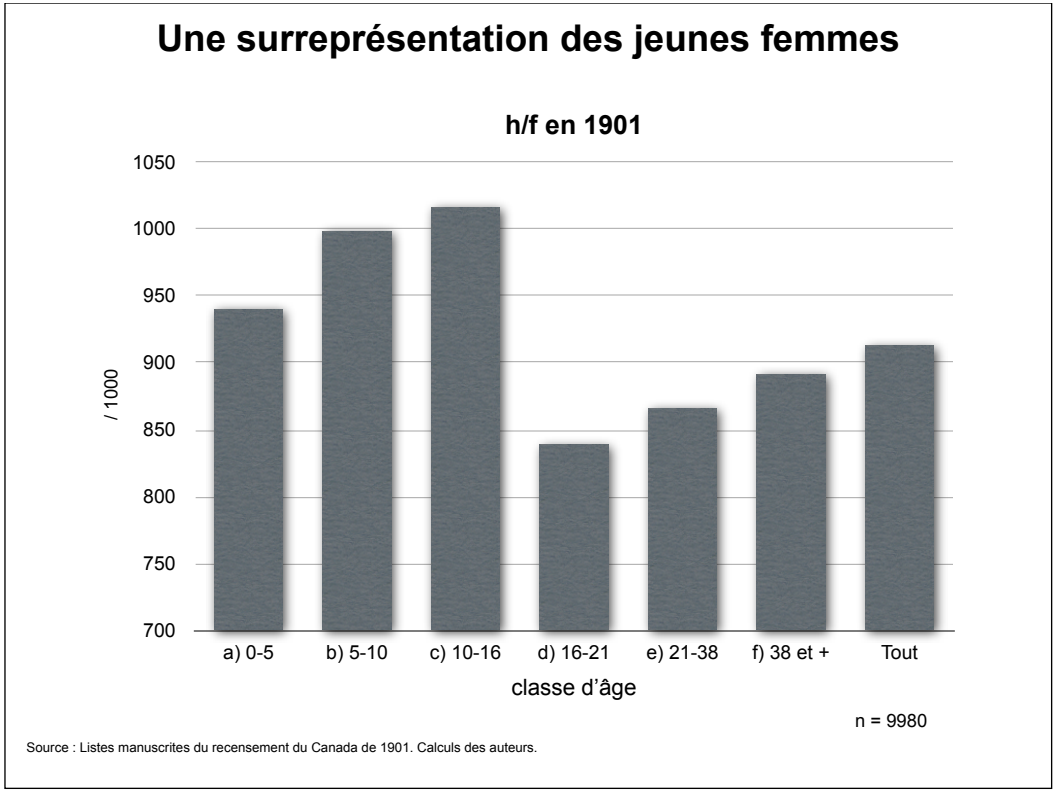
- La population de T-R et de ses environs (banlieue et Cap-de-la-Madeleine) est de douze milles en 1901 et 16 500 en 1911.
  - Les effectifs sont en hausse rapide depuis la décennie 1890 après une période de relative stagnation.
  - Ils doubleront ou presque durant les années 1910.
- NB: Aux fins de la présentation: les quartiers seulement sont DÉSORMAIS considérés

Une population jeune et fraîchement enracinée



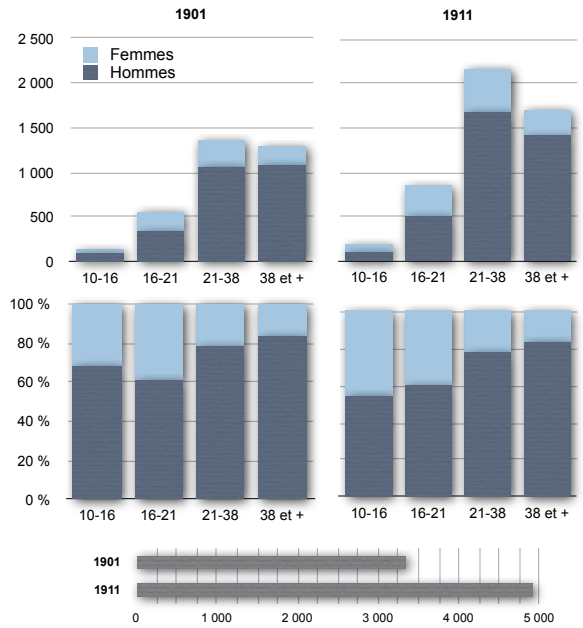
Source : Listes manuscrites du recensement du Canada de 1901. Calculs des auteurs.

- Comme dans bien d'autres villes du Québec à cette époque, la population de Trois-Rivières est très jeune.
  - La moitié des gens n'ont pas atteint la majorité (21 ans) alors qu'une personne sur dix seulement a plus de 55 ans.
  - Le quart des habitants de la ville sont des enfants de 10 ans et moins.
  - On a peine à se représenter aujourd'hui dans nos sociétés vieillissantes une présence aussi massive, presque omniprésente, de la jeunesse, que ce soit au travail, dans les lieux publics ou à l'intérieur des domiciles.
- Par ailleurs, bon nombre de Trifluviens du début du siècle dernier sont des citadins de fraîche date.
  - En fait, plus de quatre adultes sur dix déclarent être nés à la campagne.
  - Ils sont venus habiter la ville, attirés par le mode de vie urbain et l'offre d'emplois.
  - Il faut dire que depuis quelques décennies déjà, les campagnes n'arrivent plus à absorber la main-d'œuvre disponible, ce qui a eu pour effet d'entraîner de milliers de ruraux vers l'Ouest canadien et les États-Unis. L'urbanisation du Québec, à laquelle Trois-Rivières participe pleinement en ce début du XXe siècle, freine progressivement ces courants migratoires.



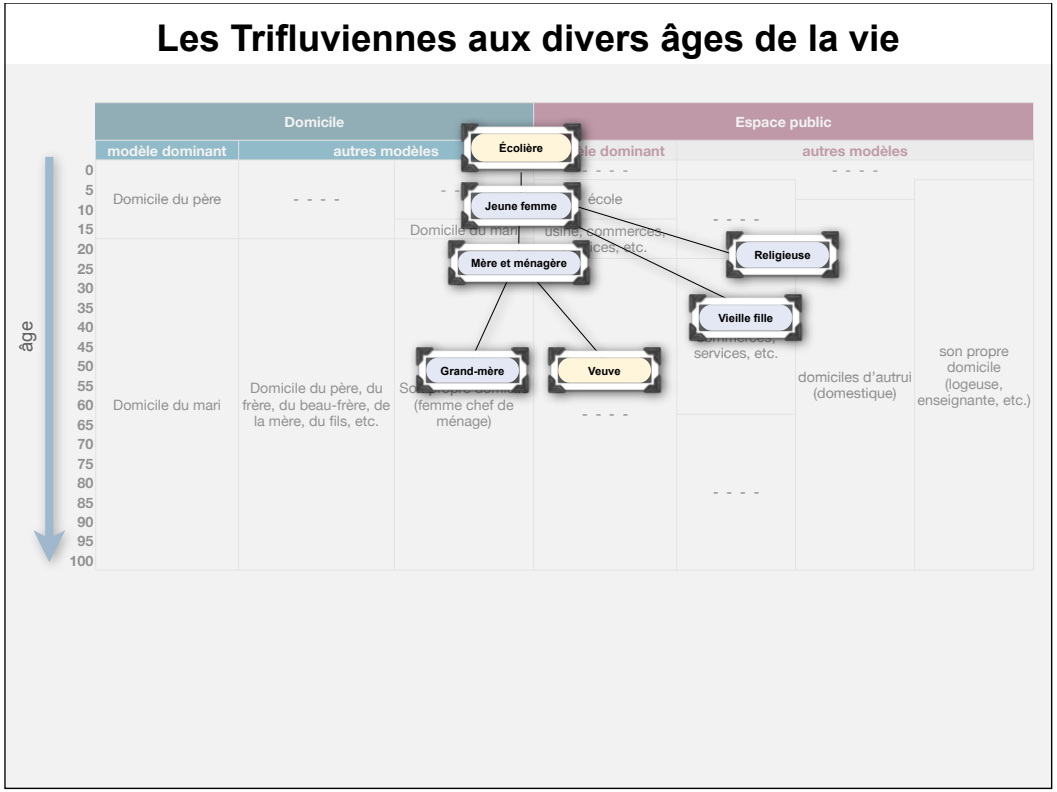
- Par ailleurs, nos données confirment les travaux de Marc St-Hilaire et d'autres chercheurs, ce sont davantage les « familles à filles » qui choisissent le cadre urbain
  - Les familles composées majoritairement de garçons optent plus volontiers pour la campagne, la colonisation sur les fronts pionniers notamment.
  - Le taux global est de 913 pour mille en 1901 (il baissera légèrement à 903 en 1911)
  - Il est particulièrement peu élevé dans le groupe des jeunes femmes en âge de travailler (avant l'âge normal du mariage) 16-21 ans

La population active selon l'âge



Source : Listes manuscrites du recensement du Canada de 1901. Calculs des auteurs.

- Stimulée par l'activité économique, la population active croît nettement plus rapidement que la population en général durant la première décennie du XXe siècle.
  - En fait, les Trifluviens sont proportionnellement presque 8 % plus nombreux à travailler en 1911 que dix ans plus tôt.
  - Ce changement s'explique surtout par **une mobilisation plus grande des jeunes en âge de travailler de même que des jeunes adultes**.
- Par ailleurs, c'est le groupe des filles de 10 à 16 ans qui est, toute proportion gardée, le plus sollicité.
  - En 1911, elles sont même presque à parité avec les jeunes garçons.
- Globalement, les femmes accroissent leur participation au marché du travail de manière encore plus significative que leur vis-à-vis masculin (de 56 % vs 44,5 %).
  - Elles sont 1 200 ouvrières et employées en 1911, elles étaient 770 en 1901.
- Leur mariage, par contre, entraîne pour la quasi-totalité d'entre elles l'interruption de leur participation au marché de l'emploi.
  - Chez les adultes (21 ans et plus) en effet, seulement trois femmes mariées sur 100 déclarent un travail en 1901 (4 en 1911), alors qu'au moins une célibataire sur deux occupe un emploi.



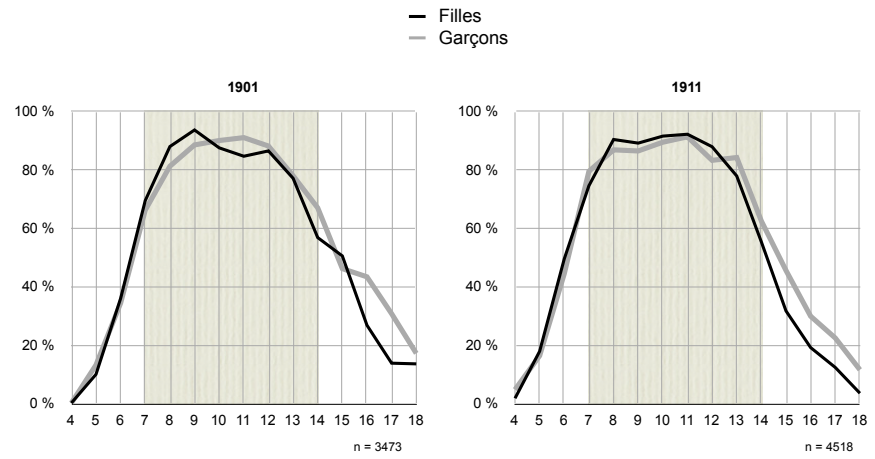
- Les étapes de la vie d'une urbaine vers 1900 peuvent être modélisées en fonction de leur lieu de domicile et de travail.
- À chacune des étapes, un modèle dominant s'impose. Par exemple:
  - Les jeunes filles fréquentent très majoritairement l'école à partir de 5-7 ans
  - Elles quittent de plus en plus nombreuses à partir de la puberté
    - La plupart vont travailler à l'usine
  - La plupart aussi se marient au début de la vingtaine, comme nous l'avons dit, cela entraîne le plus souvent la fin de leur présence sur le marché du travail
  - Lorsque l'âge mûr est venu, ce sont leurs propres enfants qui prennent le relais. Nos femmes sont devenues grands-mères et vivent avec leur mari
- Mais à chacune de ces étapes, un nombre non négligeable de femmes choisissent ou doivent prendre une voie différente, donnant vie à autant modèles alternatifs au modèle dominant
  - Ainsi, certaines amorcent tardivement la fréquentation scolaire ou, pour diverses raisons, la quittent bien avant les autres jeunes filles
  - Combien de femmes ne se marient pas? Que font-elles?
  - Combien de femmes mariées n'auront pas d'enfants?
  - Combien sont-elles à continuer à travailler après leur mariage? Avec ou sans enfant?
  - Combien de femmes deviennent-elles veuves? Prennent-elles la place de leur mari à la tête du ménage ou sont-elles accueillies dans d'autres familles?
- Compte tenu du temps qui nous ait dévolu, nous allons explorer aujourd'hui le monde des écolières et celui des veuves en les situant par rapport au marché du travail.

Les jeunes filles à l'école

- Le réseau scolaire primaire public est déjà bien implanté en Mauricie vers 1900
  - Particulièrement en ville où l'on trouve des écoles de bonne réputation
- Et pourtant…
  - Décrochage important, absences fréquentes
  - Financement du système scolaire insuffisant
  - Besoin de la main-d'œuvre enfantine pour aider au foyer ou pour fournir un revenu d'appoint à la famille
  - La majorité des élèves ne parvient toujours pas à compléter les quatre années de formation élémentaire prévues, voire la troisième année

- Les plus récents travaux sur l'histoire de l'éducation en Mauricie indiquent qu'au début du XXe siècle, le réseau scolaire primaire public est déjà bien implanté dans la région.
- Selon les chercheurs, l'éducation pour tous apparaît dès lors comme un véritable projet de société, même si les familles n'accordent pas toutes la même importance aux études.
- De manière générale, le dispositif de l'enseignement semble mieux développé en ville qu'à la campagne.
  - Outre ses écoles publiques, Trois-Rivières dispose d'institutions d'enseignement privé de bonne réputation (le séminaire pour les garçons et le couvent des Ursulines pour les filles).
  - Or, bien qu'on considère que les écoliers trifluviens étaient en moyenne plus instruits que ceux du monde rural environnant, force est de constater qu'en 1901, la majorité ne parvient toujours pas à compléter les quatre années de formation élémentaire prévues, et que bon nombre n'atteignent même pas la troisième année.
- Pour toutes sortes de raisons, le manque d'assiduité en classe freine considérablement les apprentissages, retarde le cheminement, et, à terme, favorise le décrochage.
  - surpeuplement des classes
  - financement inadéquat des écoles, perception parfois négative de l'instruction ou du moins du prolongement des études au-delà de la première communion, en particulier chez les parents moins instruits
  - réticence des familles à se séparer des enfants capables de les soutenir dans les tâches ménagères, etc.
- Tirant profit des listes nominatives de recensement, nous allons à présent mettre en lumière l'évolution de la population scolaire durant la décennie 1900, une période encore méconnue de l'histoire de l'éducation à Trois-Rivières.
- Métho:
  - Les données illustrées se rapportent à l'ensemble des inscriptions, au public comme au privé, y compris les écoles anglaises protestantes.
  - Pour établir la population scolaire (qui « va à l'école »), nous avons pris en considération toutes les déclarations attestant un statut d'élève, d'étudiant, d'écolier ou d'autres désignations semblables, et /ou les indications relatives à la durée de la fréquentation de l'école pendant l'année de recensement en cause (rapportées en nombre de mois).
  - Nous obtenons ainsi une « population scolaire maximale ».
    - Ainsi, un enfant pour lequel le père déclarerait un seul mois de présence en classe sera considéré ici comme étudiant.
    - Précisons que les instructions fournies au recenseur prévoient uniquement de consigner les personnes dites «en âge d'aller à l'école, étant celles de plus de 5 ans et de moins de 21 ans».
    - Quoi qu'il en soit, cette directive n'a manifestement pas été respectée à la lettre, puisque les recenseurs signalent bel et bien la présence d'un certain nombre d'étudiants en dehors de cette classe d'âge, tant en 1901 qu'en 1911.

La fréquentation scolaire

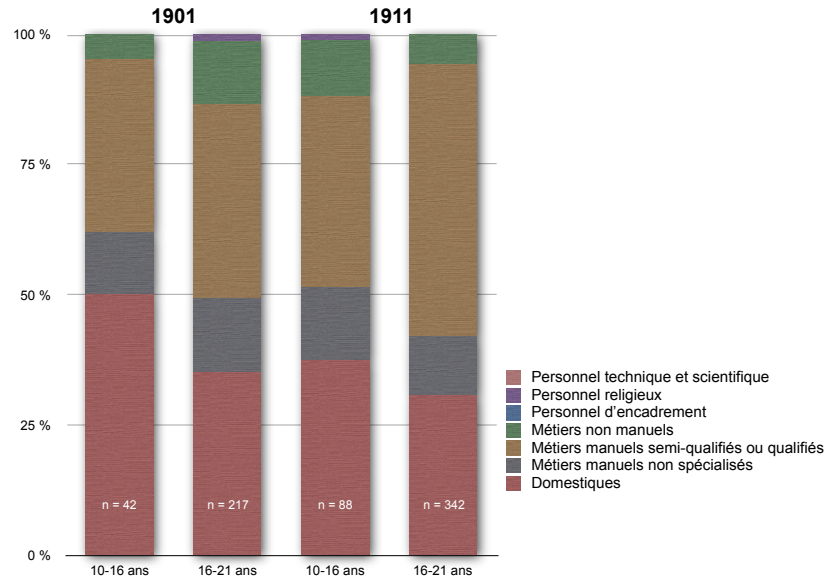


Source : Listes manuscrites des recensements du Canada de 1901 et de 1911. Calculs des auteurs.

- Pour l'ensemble des années, on constate une forte concentration d'élèves dans la strate d'âge des 7 à 14 ans.
  - La vaste majorité des enfants de cette catégorie (approximativement 80 % en 1911) fréquentent alors l'école.
- En 1901, on remarque d'entrée de jeu que le ratio « nombre d'enfants aux études par rapport à l'ensemble des enfants du même âge » grimpe plus rapidement en bas âge :
  - Seulement 35 % des tout-petits de 6 ans vont à l'école, contre 68 % chez les 7 ans et 85 % chez les 8 ans.
  - La courbe de fréquentation atteint un plateau entre 9 et 12 ans, alors que la presque totalité des enfants fait des études (près de 90 %), pour redescendre assez abruptement par la suite.
  - **L'entrée dans l'adolescence marque le plus souvent la fin de la scolarité**.
    - Ainsi, plus des trois quarts des jeunes de 13 ans sont étudiants, mais cette proportion chute brusquement à moins des deux tiers à l'âge de 14 ans, dès lors que les parents sont déchargés de l'obligation de cotiser pour les activités scolaires.
  - Découverte intéressante : contrairement à ce qu'avaient observé les autres chercheurs avant nous à propos des élèves du réseau **public**, nous pouvons voir que les garçons restent au total plus longtemps que les filles sur les bancs d'école une fois ajoutée la population scolaire du secteur **privé** (absente des statistiques du ministère de l'instruction publique, mais disponible grâce aux listes manuscrites du recensement).
    - À 17 ans, âge auquel l'écart entre les deux sexes est apparu le plus accusé, la proportion de garçons aux études est même deux fois plus élevée que les filles!
    - Les jeunes hommes les plus instruits, comme on pouvait s'y attendre, appartiennent majoritairement aux couches sociales supérieures, et sont de toute évidence appelés à conserver une position avantageuse une fois leur formation complétée.

- **Qu'en est-il maintenant des enfants d'âge scolaire qui n'ont pas, comme tant d'autres, la chance de s'instruire?**
  - Pensons seulement aux quelque 360 jeunes de 7 à 14 ans qui ne fréquentent pas l'école en 1901 (19,2 % des individus de leur âge).
  - Leur défection pourrait surtout s'expliquer par la pénurie de salles de classe disponibles, conséquence immédiate de la forte poussée démographique associée à l'industrialisation.
  - Mais, qui sont ces enfants en marge de la vie estudiantine? Et que font-ils?
    - Nos sources ne fournissent pas toutes les réponses à ces questions. Il faut dire que les activités « non productives » n'intéressent pas beaucoup l'État, et qu'elles échappent dans une large mesure aux inventaires, d'où la tendance à les sous-estimer.
    - L'auxiliariat familial semble pourtant bien répandu. Vu la taille et la structure des ménages concernés, tout porte à croire que la plupart des enfants qu'on gardait à la maison devaient s'adonner à des travaux d'utilité domestique ou avoir la charge d'un membre de la famille (plus particulièrement un cadet ou un aïeul).
    - Placés devant le choix de l'enfant à confiner au domicile, les parents, selon nos observations, se sont plus fréquemment tournés vers leur fille.

Les jeunes filles au travail



Source : Listes manuscrites des recensements du Canada de 1901 et de 1911. Calculs des auteurs.

- Les informations colligées par les recenseurs sur la situation d'emploi sont plus directement indicatives.
- **En 1901**
  - Parmi les enfants absents de l'école en 1901, **environ un sur cinq s'intègre déjà au prolétariat urbain** via un emploi non qualifié ou semi-qualifié.
    - Les garçons œuvrent principalement comme journaliers, commis ou messagers,
      - Un certain nombre sont en voie d'adopter un emploi; quelques-uns apprennent le métier de leur père, alors que d'autres font leur apprentissage auprès d'un maître-artisan à l'extérieur du domicile familial.
    - De leur côté les filles occupent des places de domestiques, de filles de chambre dans l'hôtellerie ou travaillent dans des manufactures (surtout à la confection de gants pour la Balcer glove).
      - Il faut savoir que depuis 1885, la loi sur le travail dans l'industrie permet d'embaucher les enfants qui savent lire à partir de l'âge de 12 ans pour les garçons, et de 14 ans pour les filles. En 1910, soit peu avant la fin de la période couverte par la présente étude, l'âge minimum pour le travail en usine sera porté à 14 ans. Durant les années qui nous préoccupent, la législation en vigueur ne prévoit rien pour éviter l'exploitation des enfants employés dans d'autres secteurs.
  - En somme, la demande en main-d'œuvre enfantine à bon marché existe dans divers secteurs de l'économie trifluvienne (sans compter le travail non déclaré).
  - Près de 10 % des enfants qui ne vont pas à l'école en 1901 — et pratiquement tous ceux de moins de 10 ans — n'ont jamais reçu l'instruction de base, et ne savent ni lire ni écrire.

  - Ce premier état de la situation au début du siècle trahit bien l'étendue du chemin à parcourir avant d'en arriver à l'éducation pour tous.
  - Cela étant, l'attitude des parents face à l'éducation ne semble pas du tout réfractaire, tant s'en faut.
    - À en juger par le nombre infime de familles qui retient à la maison plus d'un enfant en âge scolaire (seulement deux ménages ouvriers à faibles revenus), il apparaît, au contraire, que les Trifluviens consentaient des efforts incontestables pour l'alphabétisation de leur progéniture, mais avec un succès mitigé. Le problème qui se pose n'est donc pas celui des mentalités; il serait plutôt d'ordre économique.
    - La scolarisation ne progresse guère durant la décennie 1900, comme on a pu le voir à la figure précédente (figure 6). Parmi la population en âge d'étudier (classe d'âge de 7 à 14 ans, établie sur la base de l'année de recensement), le taux de fréquentation scolaire augmente d'à peine 1,6 % sur 10 ans, un ralentissement appréciable par rapport aux statistiques disponibles pour la fin des années 1890. Certes, les enfants commencent l'école en moyenne un peu plus tôt qu'auparavant (47 % des enfants de 6 ans sont inscrits en 1911, contre 35 % en 1901), mais ils abandonnent collectivement les études beaucoup plus jeunes. Le portrait se dégrade encore si l'on tient compte de la réduction des effectifs à plein temps (base de 10 mois) : selon les données du recensement, 85 % des élèves de 7 à 14 ans ont terminé leur année scolaire en 1901, contre seulement 77 % en 1911. La proportion d'enfants en âge d'étudier qui sont à la maison /vs/ ceux qui déclarent un emploi reste à peu près stable d'un bout à l'autre de la décennie.
- **En 1911**
  - Le travail des enfants, toujours marginal, conserve le même rôle palliatif pour l'économie familiale. Il touche avant tout les ménages plus exposés à la pauvreté.
    - Comme par le passé, les jeunes filles détiennent pour la plupart des emplois de domestiques ou de couturières dans les manufactures. La fabrication de gants demeure un débouché d'une certaine importance, mais l'ouverture récente de la Diamond Whitewear, grâce à sa politique d'apprentissage rémunéré et sa courte période de mise à l'essai, semble désormais attirer davantage les nouvelles recrues vers la confection de sous-vêtements.
      - La Diamond Whitewear ouvre ses portes à Trois-Rivières en 1910. Dès le départ, l'entreprise utilise la presse régionale pour faire connaître les conditions de travail dans son usine et recruter ses travailleuses : apprentissage du métier à 2.25 $/semaine, période d'essai variant d'un à deux mois, salaire pouvant aller de 6 à 9 $ /semaine pour les couturières confirmées. Le travail étant en pratique rétribué « à la pièce », les salaires versés s'avéreront, comme on s'en doute, nettement moins avantageux que ce qui avait été annoncé. D'après les informations tirées du recensement, en 1911, aucune de ces employées ne déclare un salaire hebdomadaire supérieur à 5 $ pour une semaine de 60 heures.
  - Plus largement, comme nous l'avons vu plus haut, l'exploitation de la main-d'œuvre féminine en bas âge gagne du terrain : entre 1901 et 1911, le ratio des fillettes âgées de 11 à 14 qui travaillent en usine va presque doubler.

Les veuves

- 40 % des veuves = chefs de ménage
- Sources de revenu
  - Domestiques, modistes, blanchisseuses, etc.
  - Commerçantes
  - Petit nombre de propriétaires d'immeubles
    - Difficile d'évaluer l'activité de logeuse
- Solidarité familiale pour le partage de résidence
  - Hébergement chez une sœur, une cousine, etc.
  - Mais en grande majorité chez un enfant
    - Veuves de 40 ans et plus sans travail
      - Quelques rentières autonomes
      - La plupart sont à charge

- Examinons maintenant le sort des veuves. Comme l'a montré Bradburry pour Montréal, la survie des femmes privées du salaire d'un conjoint devait reposer sur diverses stratégies, et même, sur une combinaison de stratégies.
- La situation des veuves « soutien de famille » est évidemment des plus précaire. À T-R en 1901, plus de 40 % des femmes veuves se déclarent «chefs de ménage», un peu moins en 1911.
- Comment parviennent-elles à subvenir aux besoins de leur ménage?
  - Les opportunités de travail salarié des veuves sont légèrement différentes de celles des femmes célibataires
    - Outre les emplois traditionnels de domestiques et les travaux de confection, de réparation et d'entretien des vêtements qui sont à l'époque le lot de toutes les femmes
    - On retrouve chez les veuves, un certain nombre de propriétaires d'entreprises,
      - des commerçantes qui ont hérité de la boutique de leur défunt mari et qui choisissent de poursuivre leur activité, par exemple.
  - Nous avons également retracé un petit nombre de propriétaires d'immeuble, qui mettent à profit l'espace disponible pour prendre un ou des pensionnaires
    - Mais la question de l'hébergement d'un « étranger », ou d'un membre additionnel non apparenté au ménage n'est pas toujours aisée à circonscrire à partir du seul examen des listes nominatives
    - D'une part, comme l'a montré Valérie Laflamme pour Québec dans Vivre en famille ou en pension, la définition même de pensionnaire est malléable et perceptuelle, et d'autre part, les recensements peuvent facilement se prêter à une surévaluation de la cohabitation.
- Malgré ces nuances, on constate que le partage de la résidence est une pratique courante, qui se maintien de façon relativement stable d'une décennie à l'autre.
- Environ le tiers des femmes veuves doivent compter sur leur propre famille pour les héberger. Les solidarités familiales s'avèrent de toute évidence déterminantes dans la vie quotidienne de ces femmes.
- Les expériences varient, bien entendu, suivant le cycle de vie, mais les liens de parenté demeurent des supports essentiels tout au long de leur parcours
  - Nous avons dénombré plusieurs cas de soeurs, de cousines ou d'autres proches parentes du chef de famille qui sont accueillies au domicile de leur proche.
  - La plupart déclarent un travail, et apportent ainsi un revenu d'appoint au ménage.
  - Mais la vaste majorité des veuves (113 en 1901) s'intègrent dans des ménages élargis (selon la typologie de Laslett) à titre d'aînée, plus précisément en tant que mère ou de belle-mère du chef de ménage.
    - Quelques-unes, parmi les couches plus aisées, sont rentières, et bénéficient de leur entière autonomie
    - mais les veuves du milieu ouvrier de la classe d'âge de 40 ans et plus se retrouvent presque toutes sans emplois, et vivent à la charge de leur enfant.
      - Sans doute peuvent-elles à tout le moins contribuer à alléger le fardeau du ménage en se chargeant de travaux domestiques et en s'occupant des petits enfants.
  - Il n'en reste pas moins que ces femmes, entièrement dépendantes, sont parmi les plus vulnérables
  - Nous tenterons dans une prochaine phase de travaux de vérifier s'il y a ou non délaissement de l'hébergement en famille au profit de locataires payants.
  - D'autant qu'après l'incendie qui va ravager le tiers d'une ville déjà en pleine croissance, la pression sur le logement va être considérable.

Conclusion

- À compléter…

-